

# Histoire du Parti Radical

*Serge Berstein*

.. *CRISE DU RADICALISME*



*PRESSES DE LA FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES*

**Serge Bernstein**

**Histoire du Parti Radical**

**Vol 2 : Crise du radicalisme, 1926-1939**

1982



**SciencesPo.**  
**Les Presses**

# Présentation

L'échec du projet de reconstitution du Bloc des gauches à travers le Cartel sur lequel s'était reconstruit le Parti radical, ouvre, à partir de 1926, la Crise du radicalisme. Au plan de la doctrine, les jeunes générations radicales entreprennent une révision des idées traditionnelles sur la base du réalisme et de l'adaptation à la France du XXe siècle, mais cette remise en cause des références historiques par les Jeunes-Turcs provoque au sein du parti un trouble considérable. Dans le domaine de l'action concrète, les leaders radicaux définissent désormais leur parti comme une formation centriste, même si l'attachement des militants à l'union des gauches conduit à pratiquer aux élections la discipline républicaine. Cette contradiction entre l'appui sur une majorité de gauche et une pratique centriste au pouvoir conduit le Parti radical à n'être plus qu'une force d'appoint des coalitions opposées de l'union nationale qui domine de 1934 à 1936, ou du Front populaire qui triomphe en 1936. En 1938, à la veille de l'effondrement d'un régime avec lequel il se confond, le Parti radical retrouve un rôle de premier plan, mais en tournant le dos aux traditions sur lesquelles il vivait depuis le XIXe siècle.

# Copyright

© Presses de Sciences Po, Paris, 2012.

ISBN numérique : 9782724680706

ISBN papier : 9782724604610

Cette œuvre est protégée par le droit d'auteur et strictement réservée à l'usage privé du client. Toute reproduction ou diffusion au profit de tiers, à titre gratuit ou onéreux, de tout ou partie de cette œuvre est strictement interdite et constitue une contrefaçon prévue par les articles L 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle. L'éditeur se réserve le droit de poursuivre toute atteinte à ses droits de propriété intellectuelle devant les juridictions civiles ou pénales.

## S'informer

Si vous désirez être tenu régulièrement informé de nos parutions, il vous suffit de vous abonner gratuitement à notre lettre d'information bimensuelle par courriel, à partir de notre site **Presses de Sciences Po**, où vous retrouverez l'ensemble de notre catalogue.



**SciencesPo.**  
Les Presses

# Table

## Introduction

---

### **PREMIÈRE PARTIE. LES INCERTITUDES POLITIQUES ET DOCTRINALES (1926-1932)**

---

#### **Chapitre I. Les radicaux dans l'union nationale (1926-1928)**

L'entrée des radicaux dans l'union nationale et la crise du Parti radical (juillet-octobre 1926)

De Sarraut à Daladier : le débat doctrinal et le glissement à gauche du Parti radical (octobre 1926-octobre 1927)

Les élections de 1928 et la rupture de l'union nationale

#### **Chapitre II. La tentative de rénovation du parti radical (1926-1933)**

L'effort de réorganisation des structures : vers un parti organisé et discipliné

La rénovation de la doctrine radicale : le phénomène « Jeunes-Turcs » (1926-1933)

Résultats et limites de l'effort de rénovation du parti radical

#### **Chapitre III. La cure d'opposition et l'échec de la tentative de rénovation du Parti radical (1928-1932)**

Le passage à l'opposition et l'échec des projets politiques d'Édouard Daladier (novembre 1928-octobre 1929)

Une opposition mal acceptée ou la tentation de la concentration (1929-1932)

Le retour d'Édouard Herriot à la présidence du parti radical et la préparation des élections de 1932

---

### **DEUXIÈME PARTIE. LA GRANDE CRISE DU RADICALISME (1932-1936)**

---

#### **Chapitre IV. Le radicalisme seul au pouvoir et son échec (1932-1933)**

Les élections de 1932 et la formation du troisième gouvernement Herriot

Les radicaux et la crise économique

L'échec d'Edouard Herriot (juin-décembre 1932)

Une année de paralysie et d'impuissance (décembre 1932-décembre 1933)

### **Chapitre V. Le 6 février et la fin de la république radicale (janvier-juillet 1934)**

L'épreuve de février 1934

Un parti en crise

Le congrès de Clermont-Ferrand et l'échec des tentatives de solution à la crise du radicalisme

### **Chapitre VI. Le radicalisme à la recherche d'une issue : Concentration, union nationale ou front populaire ? (juillet 1934-avril 1936)**

La tentative centriste du « tiers parti » juillet 1934-mai 1935)

Les radicaux et le front populaire (juin 1935-mars 1936)

Les radicaux et l'union nationale (juin 1935-mars 1936)

### **Chapitre VII. Les radicaux dans le front populaire (avril 1936-juin 1937)**

Les élections de 1936 et la participation des radicaux au gouvernement Blum

Juillet-octobre 1936: naissance et organisation de l'opposition radicale au Front populaire

L'offensive de l'opposition radicale contre le Front populaire et la chute du gouvernement Blum (octobre 1936-juin 1937)

### **Chapitre VIII. La rupture du front populaire et le reclassement à droite du Parti radical (juin 1937-septembre 1939)**

Le Front populaire à direction radicale (juin 1937-avril 1938): rupture ou continuité ?

Le gouvernement Daladier et la rupture du Front populaire par les radicaux (avril-décembre 1938)

L'union nationale a direction radicale et le triomphe du néo-radicalisme janvier-septembre 1939)

**Conclusion. Nature et fonction du radicalisme français dans l'entre-deux-guerres**

**Sources et bibliographie**

Sources

Bibliographie

## Introduction

Le premier volume de cette étude du radicalisme français dans l'entre-deux-guerres, *La recherche de l'âge d'or (1919-1926)*, avait mis en relief l'utopie fondamentale sur laquelle s'était reconstruit le Parti radical dans les années de l'immédiat après-guerre, celle d'un retour possible aux belles années du début du XXe siècle, à l'époque où, à la tête du Bloc des gauches, les radicaux menaient le grand combat de la République et de la laïcité. C'est ce dessein qu'incarne Edouard Herriot, animateur de l'entreprise de restauration du Parti radical de 1919 à 1924. Au cours de ces années de relatif effacement du pouvoir, les radicaux rebâtissent des structures modelées sur celles de l'avant-guerre, replâtrèrent hâtivement leur doctrine en puisant largement dans l'héritage que leur a légué l'histoire, se donnent un programme capable de les placer dans une situation de prépondérance politique comparable à celle des temps du combisme. Le succès électoral de 1924, qui prouve que le Parti radical était à l'unisson d'une grande partie de l'opinion publique française, semble couronner ces efforts. Mais l'échec suit de près le triomphe, et l'expérience du pouvoir s'avère décevante. Elle révèle que la notion de gauche n'a pas la même signification pour les radicaux et les socialistes. Elle montre surtout que le Parti radical ne peut espérer appréhender les problèmes nouveaux que connaît la France de l'après-guerre avec un programme et des idées adaptés au monde du début du XXe siècle. Lorsqu'en juillet 1926 le second ministère Herriot s'effondre sous les huées, il emporte avec lui les illusions des radicaux sur la possibilité d'un retour à l'âge d'or.

Au lendemain de cet échec, le Parti radical doit survivre à la ruine de son projet d'après-guerre. Il s'ensuit une période de tensions et de crises, et, finalement, une grande mutation dont l'étude fait l'objet du présent volume.

Dans un premier temps, le Parti radical s'efforce de tirer les leçons et les conséquences de la décevante expérience du Cartel. Pendant que ses dirigeants hésitent sur la tactique politique à suivre dans l'immédiat, oscillant entre la participation à l'union nationale et la cure d'opposition,



s'opère une très large réflexion sur la doctrine du parti et la place du phénomène radical dans la France de l'entre-deux-guerres. Dans le domaine idéologique, elle donne naissance au mouvement des Jeunes-Turcs. Prenant conscience de l'inadéquation du radicalisme aux réalités de l'après-guerre, un groupe de jeunes intellectuels radicaux ou radicalisants s'efforce de tirer les leçons de l'échec du Cartel et de repenser la doctrine du parti en se fondant sur le réalisme et en rejetant les vieilles mythologies qui ont conduit au conflit. Parallèlement à cet effort de réflexion sur la doctrine, les dirigeants valoisiers, à la seule exception d'Edouard Daladier qui reprend dans une vaine tentative le flambeau de l'union des gauches, s'accordent à considérer que, dans le domaine gouvernemental, cette formule est révolue, même si la sagesse commande de continuer à la pratiquer en matière électorale. Avec Herriot, Sarraut, Chautemps, le Parti radical se voit désormais comme un parti du centre, un parti de juste milieu, capable de grouper autour de lui la majorité des Français pour une gestion pondérée et raisonnable de la République, en ne rejetant que les extrêmes. C'est la vieille formule de la concentration, rebaptisée pour la circonstance concentration à gauche, puisque les radicaux en seraient la force axiale et dirigeante.

Or c'est la mise en œuvre de cette idée par Edouard Herriot, derrière la fiction du Cartel reconstitué en 1932, qui ouvre la grande crise du radicalisme, thème fondamental de la seconde partie de l'ouvrage. Si le 6 février 1934, par son caractère brutal et spectaculaire, révèle la crise au grand jour, celle-ci résulte d'abord des deux années de paralysie et d'impuissance politique par quoi se solde l'expérience centriste inaugurée au lendemain des élections de 1932. Le 6 février, qui clôt cette période en jetant le discrédit sur le Parti radical, représente pour les radicaux la fin des espoirs d'incarner cette France du juste milieu et de rassembler autour d'eux la majorité des Français dans un vaste consensus national. Dans l'affrontement désormais ouvert entre une gauche marxiste et une droite aux aspirations autoritaires, il n'y a plus place pour la synthèse radicale. Cessant d'être un facteur de rassemblement, le Parti radical voit passer en son centre la frontière entre droite et gauche. Il fournit des partisans à chacun des deux camps et semble condamné à servir de force d'appoint aux coalitions opposées de l'union nationale ou du Front populaire.

C'est paradoxalement le triomphe du Front populaire qui va fournir aux radicaux l'issue qu'ils cherchaient en vain et qu'analyse la troisième partie de ce livre. Paradoxalement, car la victoire du Front populaire représente

d'abord une aggravation de la crise du radicalisme. Non seulement celui-ci enregistre en 1936 une sévère défaite électorale, mais encore sa clientèle de classes moyennes est profondément atteinte par les effets de la politique sociale du Front populaire, épouvantée par l'explosion sociale de juin 1936 dans laquelle elle croit discerner un vaste mouvement révolutionnaire d'expropriation du patronat. Craintes et difficultés suffisantes pour que se produise très rapidement une rupture entre les classes moyennes et les partis de gauche. Le Front populaire y trouve les causes profondes de son échec et le Parti radical l'origine d'un nouveau départ, mais sur des bases bien différentes de celles de son passé historique. Avec la lutte contre le Front populaire, c'est en effet l'aile droite du mouvement Jeunes-Turcs qui a le vent en poupe. Elle définit un néo-radicalisme fondé sur l'antimarxisme, l'alliance à droite, voire la xénophobie et l'antisémitisme, qui ne doit plus rien aux traditions historiques du radicalisme. Armée de cette idéologie, la droite du parti en entreprend la conquête, réduisant à la défensive les partisans de l'alliance à gauche. Enfin, sans se confondre avec ce courant, mais en s'appuyant sur lui, Edouard Daladier fait prendre à son parti la tête d'une coalition de droite au Parlement, rejetant dans l'opposition ses anciens partenaires du Front populaire. A la veille de la seconde guerre mondiale, la mutation du Parti radical est achevée. Sous la pression de sa clientèle de classes moyennes, il a abandonné sa tradition politique de gauche et même ses velléités centristes pour se fondre dans le courant modéré cimenté par l'antimarxisme.

# **Première partie. Les incertitudes politiques et doctrinales (1926-1932)**

# ***Chapitre I. Les radicaux dans l'union nationale (1926-1928)***

## **L'entrée des radicaux dans l'union nationale et la crise du Parti radical (juillet-octobre 1926)**

### **La participation des radicaux au gouvernement Poincaré**

#### **La décision de juillet 1926**

Chargé le 22 juillet 1926 de constituer le gouvernement, Raymond Poincaré forme le lendemain un cabinet « d'union nationale » qui, dans son esprit, représente à propos de la crise du franc une réplique du même ordre que celle de l'union sacrée de 1914 en face de la situation de guerre. Avec cependant une notable différence : les socialistes refusent d'entrer dans le nouveau gouvernement<sup>[1]</sup>. Or, à la surprise générale, et en dépit de ses affirmations de juin 1926, Edouard Herriot accepte de cautionner de sa présence une équipe ministérielle dirigée par le vaincu du 11 mai 1924, par l'homme qui, aux yeux des radicaux, est le chef du Bloc national<sup>[2]</sup>. Plus encore, le président du Parti radical prend cette décision qui peut apparaître comme un reniement politique sans consulter ni son parti, ni le groupe parlementaire de la Chambre et il entraîne avec lui trois autres élus qui s'engagent également à titre individuel, Albert Sarraut, réintégré depuis un mois dans le Parti radical (dont il avait été chassé jadis par Herriot pour avoir appuyé Poincaré !), Henri Queuille et Léon Perrier. C'est cette décision personnelle d'Herriot qui permet à Poincaré de constituer son gouvernement en passant outre à l'opposition prévisible d'un comité exécutif radical fermement attaché au Cartel : « L'acceptation du chef du

Parti radical, sans consultation préalable de son groupe, a singulièrement facilité la tâche du nouveau président du Conseil », note *L'Œuvre*. En fait, plus qu'Herriot, dont l'entrée au gouvernement témoigne surtout du désarroi dans lequel il se trouve depuis ses échecs répétés, le véritable pivot de la combinaison mise sur pied par Poincaré est Albert Sarraut, très lié au nouveau président du Conseil, membre de ses cabinets des années 1922-1924 et qui apprécie, tout à la fois, sa modération politique et ses convictions laïques et républicaines<sup>[3]</sup>. Quoiqu'il en soit, il est clair qu'au niveau du Parlement, la décision du chef du parti est capitale. L'explication qu'il en donne dans ses *Mémoires* comme au congrès du Parti radical de l'automne 1926 est simple : il n'a pu consulter son parti faute de temps ; il a accepté la proposition de Poincaré parce que la gravité de la situation financière faisait courir au pays le risque d'une catastrophe que seule son entrée au gouvernement pouvait éviter, puisqu'il n'était pas possible de concevoir une majorité sans les radicaux<sup>[4]</sup>.

Quelques jours plus tard, le gouvernement auquel appartient Edouard Herriot fait voter par les députés un projet financier qui prévoit de nouveaux impôts, refuse la consolidation de la dette flottante souhaitée naguère par le Cartel mais préconise son remboursement progressif, et reprend à son compte la création d'une caisse d'amortissement dont Caillaux avait, le premier, émis l'idée. Par l'initiative de son président, le Parti radical se trouve donc conduit à rompre l'alliance à gauche décidée quelques mois plus tôt dans l'enthousiasme et sous la pression de ses militants.

Comment le parti va-t-il réagir à la décision d'Herriot ?

### **Les réactions du Parti radical**

Pour comprendre les réactions du Parti radical devant l'entrée de son président et de trois de ses dirigeants dans le gouvernement Poincaré, il faut faire la part des déceptions engendrées, depuis le 11 mai 1924, par l'échec de l'expérience Herriot. Le refus des socialistes de partager les responsabilités du pouvoir, l'impossibilité de faire prévaloir la politique de gauche devant l'hostilité des milieux financiers et les réserves des modérés de la Chambre et du Sénat, ont provoqué un évident découragement dans les rangs des plus ministériels des radicaux. Aussi ne faut-il pas s'étonner de voir que la participation à l'union nationale est accueillie avec sympathie, voire avec chaleur, par une partie de la presse et des militants. *La Dépêche de Toulouse* salue avec un véritable enthousiasme « la large union républicaine » que constitue pour elle le nouveau gouvernement. Réaction

qui s'explique à coup sûr parce que la nouvelle formation permet la rentrée ministérielle d'Albert Sarraut, mais dont l'importance ne saurait être sous-estimée puisqu'elle entraîne l'appui à l'union nationale de la forteresse radicale du Sud-Ouest, qui évolue dans l'orbite du journal et qui représente un bon tiers des effectifs radicaux de la Chambre<sup>[5]</sup>.

Accueil favorable également de *L'Ere nouvelle* qui, depuis le départ d'Albert Dubarry, l'homme de Caillaux, est devenue, sous la direction exclusive de Georges Ponsot, l'organe du radicalisme modéré : elle ne tarit pas d'éloges sur « le grand ministère national », le « ministère du franc »<sup>[6]</sup>.

Enfin l'impasse politique dans laquelle s'est engagé le Cartel conduit certains de ses partisans, comme Yvon Delbos, à se résigner au ministère Poincaré. Tout en affirmant sa fidélité à l'union des gauches, le député de la Dordogne constate avec regret la faillite de cette formule : « Malheureusement, le Cartel n'a pu se maintenir, ou, plus exactement, il n'a jamais pu se réaliser pleinement. L'absence de majorité due au mode de scrutin, l'intransigeance obstinée du Parti socialiste, les défaillances qui se sont produites, certaines erreurs de tactique de nos chefs, de notre aile droite, expliquent ces défaillances. »

Et Delbos se console en rappelant que Poincaré s'est retiré loyalement au lendemain des élections du 11 mai, n'a pas fondé de ligue et s'est, de ce fait, montré un républicain conséquent. Comment s'opposer à son gouvernement qui inclut, avec Herriot et Painlevé, les deux chefs du Cartel, et qui offre des garanties pour la défense républicaine en plaçant Albert Sarraut à l'Intérieur, pour l'école laïque en nommant Herriot à l'Instruction publique, pour la défense du monde rural dont Henri Queuille sera le ministre ?

« Quelles que soient ma sympathie pour M. Caillaux et mes réserves sur le passé politique de M. Poincaré, je déclare ... que j'aime mieux une politique de gauche avec le second qu'une politique de droite avec le premier », conclut Yvon Delbos<sup>[7]</sup>.

Il s'en faut de beaucoup que cette attitude favorable à l'union nationale, qu'elle soit enthousiaste ou résignée, traduise de manière unanime les sentiments du Parti radical envers le nouveau gouvernement. Le retour sur le devant de la scène des vaincus de 1924, avec l'aide des radicaux, représente assurément une couleuvre difficile à avaler pour beaucoup de militants. *L'Œuvre* traduit assez bien la réaction immédiate de ceux-ci :

« Poincaré à la présidence du Conseil  
Péret à la présidence de la Chambre<sup>[8]</sup>  
Pour compléter l'œuvre du Cartel, il ne nous reste plus qu'à remettre  
Millerand à l'Élysée.  
Ah ! nous travaillons bien ! »<sup>[9]</sup>

Mais au-delà de cette manifestation de déception, les colères et les rancœurs des partisans du Cartel sont vives. Le 27 juillet 1926, lors de la présentation du gouvernement devant les Chambres, 49 députés radicaux s'abstiennent (dont Edouard Daladier, Léon Meyer et le député de l'Oise Jammy-Schmidt)<sup>[10]</sup>. Ces adversaires déclarés de l'union nationale entendent chasser Herriot de la présidence du parti et songent, pour le remplacer, à son principal adversaire, Joseph Caillaux, promu du jour au lendemain chef de l'aile gauche du parti, maintenant qu'Herriot apparaît lié à la droite (ce chassé-croisé donnant d'ailleurs la mesure du trouble que connaît le parti)<sup>[11]</sup>. A ces cartellistes déçus s'ajoutent les amis et lieutenants de Caillaux (en particulier Jean Montigny) qui, contre l'union nationale, s'affirment partisans d'une concentration excluant la droite de Louis Marin et les socialistes de Blum, à l'image de l'ancienne majorité Briand-Caillaux. Montigny, qui mène une campagne particulièrement vive contre Herriot, n'hésite pas à évoquer une véritable machination du président du Parti radical, expliquée par ses ambitions ministérielles, contre le sénateur de la Sarthe :

Le ministère Briand-Caillaux avait résisté lors de la discussion des interpellations sur la politique générale aux attaques conjuguées de MM. Louis Marin, Tardieu, Bokanowski et Léon Blum, soutenues plus ou moins discrètement par les amis de MM. Herriot et Painlevé. Cette énumération, à un nom près, est celle des ministres actuels ; on me permettra de n'y pas voir qu'un hasard. Quelques jours plus tard, M. Edouard Herriot descendait de son fauteuil présidentiel et mettait en minorité le cabinet. La conscience républicaine de M. Herriot, qui lui permet aujourd'hui de collaborer avec MM. Marin, Tardieu, Bokanowski dans un ministère présidé par M. Poincaré, ne l'a pas autorisé à déléguer des facilités de travail à MM. Briand et Caillaux dans un ministère contrôlé par une majorité de membres du Parti radical-socialiste : comprenne qui pourra.

Et Montigny lance une véritable déclaration de guerre à Herriot et à son entourage : « De même que nous avons été quelques-uns à défendre

l'indépendance et la dignité de notre parti contre une conception du Cartel qui confinait à l'abdication, nous les défendrons demain contre la carence de ceux qui, étant passés du clemencisme et du poincarisme à la démagogie de gauche, reviennent à leurs premières amours.<sup>[12]</sup> »

Or cette alliance des cartellistes déçus et des concentrationnistes partisans de Caillaux est d'autant plus dangereuse pour le président du parti qu'elle s'appuie visiblement sur les sentiments des militants de base. Les réactions des comités et fédérations ont été faibles durant l'été, du fait que les organismes du parti suspendent généralement leurs activités jusqu'à la rentrée d'octobre. Mais, à ce moment, les rancœurs accumulées contre l'attitude d'Herriot éclatent. Un comité aussi réservé, voire hostile à l'égard du Cartel, que l'Union radicale, démocratique et socialiste de Chalon-sur-Saône mandate son délégué au futur congrès de Bordeaux pour voter contre le renouvellement du mandat du président. Tout en admettant que, pour sauver la face, Herriot « doit s'en aller avec des fleurs », les militants considèrent son départ comme indispensable si l'on veut éviter une scission du parti<sup>[13]</sup>.

A ce désaveu venu de son propre parti, s'ajoutent les attaques des socialistes contre un homme qui, après avoir été le champion du Cartel, est tenu pour son fossoyeur. C'est sur le plan local, à Lyon, que l'assaut est lancé. Au lendemain de la constitution du gouvernement Poincaré, Herriot fait approuver son action par la fédération radicale-socialiste du Rhône où son ascendant est évidemment considérable<sup>[14]</sup>. Mais dans les premiers jours du mois de septembre 1926, les conseillers municipaux socialistes de Lyon, constatant que le maire de la ville est responsable de la rupture du Cartel des gauches, préparent une motion de défiance contre lui. Or la situation est d'autant plus grave que les socialistes sont majoritaires au conseil municipal avec 31 conseillers sur 57 contre 26 radicaux. Le 6 septembre, la motion socialiste est adoptée par 30 voix contre 26; les conseillers SFIO, constatant alors qu'ils détiennent la majorité, revendiquent la mairie pour un membre de leur parti. Herriot relève le défi en refusant de démissionner, mais en se déclarant prêt à demander la dissolution du conseil municipal et à retourner devant les électeurs. Le maire de Lyon est aussitôt l'objet de vigoureuses manifestations de soutien de la part des comités radicaux de la ville, des commerçants et industriels, des chambres syndicales patronales. Le 13 septembre, à la sortie d'une séance du conseil municipal où les socialistes sont restés silencieux, Herriot est acclamé par la population. La menace qu'il fait implicitement



planer est donc claire : si les conseillers socialistes persistent dans leur opposition, de nouvelles élections auront lieu, au cours desquelles la SFIO risque de se retrouver isolée cependant que le maire recevrait l'appui d'une partie de l'électorat modéré. Comprenant qu'ils risquent d'être les victimes de leur propre attitude, les socialistes renoncent à contrecœur à demander la démission d'Herriot. Mais leur amertume est vive ; ils lui reprochent de vouloir faire des « réactionnaires » les arbitres d'un conflit entre républicains, et l'affaiblissement de la position locale du président du Parti radical vis-à-vis de la gauche est perceptible lors des manifestations organisées par celle-ci durant l'été 1927 : par exemple, c'est aux cris de « Conspuez Herriot ! » que s'achève à ce moment une manifestation destinée à commémorer la mort de Jaurès<sup>[15]</sup>. Manifestation de mauvaise humeur locale, qui contraste avec la discrétion des chefs socialistes à l'égard du président du Parti radical ? Il suffit pour être édifié à cet égard de lire le violent article de Paul Faure contre Herriot, publié au début du mois d'octobre 1926 dans l'hebdomadaire *Le Droit du peuple* (et non, il est vrai, dans *Le Populaire*)<sup>[16]</sup>. En fait, sans oser ouvertement s'en prendre à la personne même d'Herriot, il est clair que les dirigeants de la SFIO se saisissent d'une situation locale pour manifester leur mauvaise humeur envers l'ancien chef du gouvernement du Cartel des gauches.

C'est donc à une crise extrêmement profonde, à la fois au sein du parti et entre celui-ci et ses alliés privilégiés, qu'aboutit l'échec d'Edouard Herriot et sa décision de rallier l'union nationale. Deux ans après les élections victorieuses de 1924, qui ont vu le succès couronner ses efforts de reconstruction, le bel édifice mis en place par le président du Parti radical est en ruine, le radicalisme incertain de ses lendemains, partagé entre les nostalgiques du Cartel, les adeptes de l'union nationale et les partisans de la concentration. Et, surtout, le prestige personnel d'Herriot, qui avait constitué le ciment principal du radicalisme, est profondément atteint.

## **Le congrès de Bordeaux et le refus de choisir**

C'est dans le cadre de cette crise que se réunit à Bordeaux, du 14 au 17 octobre 1926, le congrès du Parti radical-socialiste. Il lui appartient de fournir les réponses aux difficiles problèmes nés durant l'été 1926. L'intérêt du congrès tourne autour de trois questions essentielles : les délégués vont-ils entériner la décision prise par Herriot en juillet et admettre la participation à l'union nationale ? Dans cette hypothèse, les radicaux vont-ils dénoncer le Cartel et l'alliance avec les socialistes conclue en

1924 ? Enfin, et c'est sur la réponse à cette question que comptent les observateurs politiques pour discerner l'attitude réelle du Parti radical, qui sera, à l'issue du congrès, le président du parti ?

### **Les radicaux et l'union nationale**

Le problème le plus difficile à résoudre est incontestablement celui de faire accepter aux militants du parti l'union nationale, concrétisée par la collaboration au cabinet Poincaré. C'est la tâche qui est dévolue au député du Jura, Aimé Berthod, chargé du rapport de politique générale. Le choix du rapporteur donne par lui-même des indications sur les tendances des dirigeants du radicalisme à l'époque du congrès de Bordeaux : membre de l'aile modérée du parti, collaborateur de *La Dépêche de Toulouse*, il est proche de Maurice Sarraut qui apparaît à beaucoup de militants comme un recours capable de préserver l'unité du parti malgré le conflit qui oppose Herriot à Caillaux. Or le rapport d'Aimé Berthod est remarquablement conciliant. La formule qu'il propose aux radicaux face à l'union nationale et qui traduit sans nul doute les vues du directeur de *La Dépêche de Toulouse* est celle de la résignation provisoire :

Nous voici en face du ministère Poincaré. Il n'est pas un seul d'entre vous, sans doute, qui ait accueilli avec joie cette combinaison. Nous y reconnaissons un trop grand nombre de nos adversaires; on y a fait surtout une trop grande place à leurs idées ... Cependant, devant l'impossibilité reconnue de reconstituer dans la Chambre actuelle la majorité du 11 mai, devant une situation financière dont l'étonnante panique de la fin juillet a fait éclater la redoutable fragilité, devant la nécessité proclamée par tous de revenir rapidement à la monnaie saine et de subordonner tout à ce but, beaucoup parmi nous se sont résignés à laisser vivre un cabinet qui, moins encore que ses prédécesseurs, paraissait aisé à remplacer. Mais résignation ne veut pas dire abdication. Personne d'entre nous n'admettrait que, sous couleur d'union nationale, on nous demandât de renoncer aux idées qui sont la raison d'être de notre parti ... Ni en matière fiscale, ni en matière sociale, nous n'accepterions de devenir l'aile gauche d'une majorité conservatrice à laquelle les leaders du centre donneraient le ton<sup>[17]</sup>.

Malgré toutes ces réserves, le rapport conclut donc à la ratification par le congrès de la décision d'Herriot de faire entrer le Parti radical dans l'union nationale. Conclusion qui suscite une violente protestation de l'aile gauche exprimée par les députés Bouyssou (Landes) et Malvy (Lot), qui insistent sur le reniement que représente une telle attitude<sup>[18]</sup>. Mais le paradoxe de ces interventions réside dans le fait que ni Malvy, ni Bouyssou, qui ont

implicitement pris parti contre l'union nationale, ne demandent au congrès de condamner formellement le cabinet Poincaré. Et cette timidité, cette attitude ambiguë de l'aile gauche du parti ne manquent pas d'être relevées. Accusés de se diviser, les parlementaires demandent au congrès des directives fermes sur l'attitude à adopter en face du gouvernement :

Quelles sont les directives essentielles que vous devez leur donner ? Sans doute le programme et la doctrine du parti sont choses essentielles, faciles à percevoir et à respecter ... Mais ce qui est beaucoup plus difficile, c'est de savoir, nous plaçant en présence des difficultés de l'heure, qui nous devons aujourd'hui mettre à la tête de notre parti et quels seront demain l'attitude que nous aurons à prendre et le vote que nous aurons à émettre à l'égard du gouvernement (*mouvements divers*)<sup>[19]</sup>.

Surtout, Franklin-Bouillon, partisan de l'union nationale, ne manque pas de souligner l'incohérence d'une politique qui vilipende le gouvernement mais accepte et même provoque son maintien, et son intervention est une invitation à choisir sans équivoque entre le soutien total ou l'opposition complète à la politique de Poincaré :

Les discours précédents que j'ai écoutés avec le plus grand soin, notamment celui de notre ami Malvy et celui de notre ami Bouyssou, sont une condamnation formelle et implicite de la politique d'union nationale (*très bien ! sur divers bancs*).

Eh bien, si telle est la pensée du congrès, il faut être franc et logique (*très bien !*) et si vous condamnez cette politique, et je ne le crois pas parce que je connais trop votre sentiment ... (*mouvements divers. Interruptions*). Non, je ne le crois pas (*si ! si !*) parce que des interruptions ne font pas une majorité. Mais je déclare que si telle est votre pensée, votre devoir est simple : vous devez ordonner aux quatre ministres de votre parti qui sont au gouvernement d'en sortir (*applaudissements sur divers bancs. Mouvements*).

Pas d'équivoque ! Et, permettez-moi de vous le dire, pas d'indignation verbale qui se traduit par une acceptation dans les faits (*très bien !*)<sup>[20]</sup>.

Les interruptions qui hachent son discours montrent que Franklin Bouillon, avocat de la politique d'union nationale, est isolé au sein du congrès dont la position, à l'issue du débat, est la suivante : hostile en principe à l'union nationale, il est dans l'incapacité de proposer une formule de rechange. Force est donc de se résigner et de se rallier, en définitive, faute de mieux, à la position définie dans le rapport d'Aimé Berthod. C'est cette solution

que retient la déclaration du parti publiée à l'issue du congrès :

Notre parti estime que, dans une situation exceptionnelle, il ne saurait assumer la responsabilité de provoquer l'échec de l'effort tenté par le cabinet d'union nationale. Il ne renonce nullement d'ailleurs à indiquer, dans cette situation, les solutions qu'il a depuis longtemps envisagées pour parer au péril financier, ni à sa volonté de faire prévaloir ces solutions. Mais, quelle que soit la durée de la trêve, il estime que, dans l'avenir, son rôle ne saurait se borner à être à la remorque de combinaisons auxquelles il participerait sans y jouer le rôle de direction qui doit demeurer son but<sup>[21]</sup>.

## Les radicaux et le Cartel

Si l'union nationale n'est qu'une trêve, comme l'affirme la déclaration du parti, celle-ci implique-t-elle une révision de la politique d'union des gauches décidée durant les années 1922-1924? C'est la thèse défendue devant le congrès de Bordeaux par Franklin-Bouillon. Les arguments avancés par le député de Seine-et-Oise sont de deux ordres. L'un tient à l'attitude du Parti socialiste qui a constamment refusé, selon lui, de jouer le jeu de l'entente avec les radicaux.

Plus fondamental est le second argument de Franklin-Bouillon, d'ordre idéologique celui-là : le Parti radical, parti d'évolution et de légalité, ne saurait s'allier avec un parti marxiste et révolutionnaire :

Le Parti socialiste est un parti de classe, qui a pour but de socialiser les moyens de production et d'échange, c'est-à-dire de transformer la société capitaliste en une société collectiviste ou communiste ... (*bruit*) ... Ecoutez ! C'est la charte de ceux avec qui vous voulez m'obliger à m'allier toujours et partout ! ... Par son but, par son idéal, par les moyens qu'il emploie, le Parti socialiste, tout en poursuivant la réalisation de réformes immédiates, n'est pas un parti de réformes, mais un parti de luttes de classes et de révolution (*mouvements prolongés*) ... Mais vous, avez-vous oublié que vous n'êtes pas un parti de lutte de classes et de révolution, et que vous êtes un parti de gouvernement<sup>[22]</sup> ?

Quels que soient les arguments mis en avant par l'avocat de l'union nationale, l'accueil que leur réservent les congressistes indique assez que, malgré toutes les déceptions, les militants radicaux, contraints d'accepter le ministère Poincaré, ne sont nullement prêts pour autant à répudier le Cartel. Ils se trouvent un porte-parole en l'ancien ministre Jean-Louis Malvy :